

Électricité

«L'énergie des bâtiments sera au cœur de la stratégie énergétique»

Nicolas Charton estime que l'arrivée de Bouygues Energies va stimuler la concurrence parmi les électriciens

Pierre Veya

Nicolas Charton est l'un des partenaires de E-Cube, une société spécialisée dans le conseil aux entreprises actives dans l'énergie. Établie à Paris, elle possède des bureaux à Lausanne. Le consultant revient sur l'acquisition spectaculaire des activités de services du groupe Alpiq et définit les conditions préalables à l'ouverture du marché à la concurrence.

La reprise d'Alpiq InTec par le groupe Bouygues est-elle la démonstration que le secteur de la construction veut devenir un acteur de la transition énergétique?

C'est une confirmation. C'est peut-être nouveau pour la Suisse, pays où les grands acteurs de la construction comme Implenia ou Losinger Marazzi (filiale de Bouygues) étaient jusqu'ici relativement peu présents dans le secteur des services énergétiques. À l'inverse, dans le reste de l'Europe, notamment en France, des acteurs comme Bouygues Energies Services sont très actifs dans le secteur des services liés à l'énergie, avec l'ambition d'être leader dans l'ensemble des solutions dites de la «smart city» (ndlr: ensemble des technologies qui permettent un meilleur usage des ressources au sein des villes). Or, l'énergie et sa gestion sont des maillons cruciaux de la ville «intelligente». L'acquisition récente par le groupe Vinci de Smart Grid Energy, une start-up qui réalise une gestion de la demande électrique de manière très pointue en temps réel, illustre cette volonté des sociétés du bâtiment d'acquiescer des compétences très complexes dans la fourniture de services énergétiques. Ces compétences sont rares, et toutes les sociétés suisses du secteur ne maîtrisent pas ce savoir-faire. En clair, l'acquisition d'Alpiq InTec par le groupe Bouygues s'inscrit dans une logique très cohérente de la maîtrise des flux d'énergie.



Nicolas Charton, partenaire de E-Cube, société de conseil aux entreprises actives dans l'énergie.

Les actionnaires d'Alpiq, qui sont également des électriciens qui cherchent à monter dans la chaîne des services, n'ont-ils pas fait entrer le loup dans la bergerie?

C'est vous qui le dites! Mais, compte tenu des ambitions de groupes comme Bouygues ou Vinci, on ne peut écarter cette hypothèse.

Est-ce un élément qui montre également que les propriétaires d'immeubles vont devenir des producteurs ou des acteurs significatifs de la transition énergétique?

Oui, effectivement. La place des bâtiments est fondamentale dans le concept de la ville de demain: ils consomment près de la moitié de l'énergie primaire en Suisse. Les immeubles et maisons vont jouer un rôle de plus en plus important dans l'équilibre énergétique. Dans toute la stratégie énergétique 2050, on a un arbitrage entre l'efficacité énergétique et la production d'énergie renouvelable. Le bâtiment sera un acteur clé pour produire, par ses toits ou façades, de l'énergie mais également pour la stocker, notamment

par le biais des véhicules électriques qui y seront parqués.

Va-t-on assister à l'émergence de coopératives de production et de consommation en Suisse, comme la nouvelle loi semble vouloir l'encourager?

Certainement. La loi suisse est l'une des plus favorables en Europe avec les «regroupements pour la consommation propre». Cela fait sens car ces coopératives permettent d'absorber les pics de production d'énergie, de mutualiser l'achat d'énergie et d'avoir accès au marché de gros (ouvert à la concurrence). En fait, c'est une ouverture du marché par le bas. Nos clients, les compagnies électriques et des distributeurs, anticipent déjà ce mouvement.

Reste que cette libéralisation est limitée par des impératifs techniques...

Oui, c'est réservé aux producteurs-consommateurs qui doivent être physiquement reliés dans un espace limité, soit des voisins en quelque sorte. Ils ne peuvent pas déborder sur l'espace public. De plus, pour être autorisés à se regrouper, ils doivent produire au

moins 10% de la puissance consommée.

En Suisse, la libéralisation du marché électrique est loin d'être acquise. Certains électriciens craignent de perdre leur rente provenant du courant écoulé auprès des clients captifs (ménages et PME). Et beaucoup craignent que la production d'énergie renouvelable indigène, en particulier hydraulique, soit évincée par le courant produit à partir du charbon allemand ou du nucléaire français. Qu'en pensez-vous?

Ces deux craintes sont fondées. Pour les distributeurs locaux, une ouverture complète du marché les mettrait sous une nouvelle pression, les poussant à mutualiser leurs compétences, voire à se regrouper et à acquiescer des compétences qu'ils n'ont pas forcément. Aujourd'hui, ce sont des acteurs régulés qui achètent du courant et qui le revendent avec une marge, en couvrant leurs coûts. Dans un monde concurrentiel, rien ne garantit qu'ils puissent revendre leur énergie avec un bénéfice. Du côté des producteurs d'énergie renouvelable, la crainte

existe que le marché soit submergé par du courant étranger à très bas coût. Notez que c'est déjà le cas pour une bonne moitié de l'énergie hydraulique produite par des entreprises comme Alpiq ou Axpo, qui n'ont pas accès aux clients finaux dits «captifs». L'ouverture du marché confronterait l'ensemble des producteurs à cette situation.

Peut-on imaginer une ouverture du marché qui préserve la production suisse indigène et respecte les exigences de libéralisation fixées par l'Union européenne?

Formellement, si on se base sur les règles édictées par l'UE, ce n'est pas compatible. Mais si l'on y regarde de plus près, bon nombre de pays européens ont maintenu des tarifs régulés et des protections particulières. Je pense que la Suisse pourrait aménager une période de transition, notamment pour labelliser et protéger ses énergies indigènes propres. J'imagine que c'est même une condition pour que le peuple suisse accepte une ouverture complète du marché.

Vous êtes un observateur très avisé du paysage électrique suisse et européen. Quel regard portez-vous sur les sociétés suisses?

Les situations sont très variables: localement, des sociétés sont plus innovantes que des géants européens, et en même temps, disons aussi que si la libéralisation ne devait pas voir le jour, certaines pourraient continuer ainsi, sans grands efforts. Dans tous les cas, si cette libéralisation a lieu et dans un contexte de changements technologiques très importants, alors les retardataires seront rattrapés et mis sous pression.

Les sociétés suisses ont-elles abandonné toute ambition européenne?

Il y avait, il y a dix ans, des ambitions fortes des sociétés suisses en Europe. On peut imaginer que certaines entreprises sont toujours intéressées à s'étendre à l'international. Qui sait, dans l'hydraulique, elles ont des compétences à faire valoir. Mais dans le contexte actuel, je constate qu'elles sont principalement concentrées sur leur marché de desserte et sur la Suisse. L'expansion à l'étranger ne semble pas faire partie de leur stratégie à court terme.

Brexit

Londres hésite sur un traité douanier

Le gouvernement britannique est encore loin d'avoir pris sa décision sur le futur arrangement douanier avec l'Union européenne, a déclaré dimanche le ministre des Entreprises, Greg Clark. La première ministre, Theresa May, est soumise aux pressions des partisans du Brexit, qui espèrent la voir renoncer à un partenariat douanier, lequel aurait le mérite de ne pas entraver les échanges commerciaux.

Reuters

France

Inquiétudes pour le cristal Baccarat

Les salariés de la cristallerie française Baccarat, fondée en 1754 en Meurthe-et-Moselle, s'inquiètent du retard pris dans le rachat de l'entreprise par un fonds chinois, qui pénalise son développement déjà obéré par des investissements insuffisants. La femme d'affaires Coco Chen, grande collectionneuse de ces objets luxueux, n'a toujours pas reçu les autorisations en Chine pour un rachat pourtant annoncé en octobre 2017.

AFP

Décrue du chômage afro-américain

États-Unis Le rapport américain sur l'emploi montre que le taux de chômage des Noirs est tombé au plus bas niveau jamais enregistré depuis 1972. **AFP**

Trump durcit le ton face à Pékin

Conflit commercial L'administration Trump a adopté vendredi une ligne plus dure dans ses négociations avec la Chine, exigeant une baisse de 200 milliards de dollars de l'excédent commercial annuel chinois vis-à-vis des États-Unis. **Reuters**

Cryptomonnaies Goldman Sachs parie sur le bitcoin

Prenant le contre-pied des grandes institutions financières américaines, Goldman Sachs va se lancer dans le courtage de produits financiers liés au bitcoin, donnant de la légitimité à cette cryptomonnaie opaque qui divise les milieux financiers. Lors de leur assemblée annuelle ce week-end, le gourou des marchés financiers Warren Buffett et son complice Charles Munger ont, eux, continué de qualifier la monnaie alternative de «poison toxique». **P-A.S.A.**

Il a dit

«La survie d'Air France est en jeu»

Bruno Le Maire Le ministre français de l'Économie a haussé le ton face au conflit social qui secoue la compagnie aérienne

EPA/LUCA PIERGIUVANNI

Pour Apple, il y a une vie au-delà de l'iPhone, parie l'oracle d'Omaha

Le groupe californien était au centre de la grand-messe annuelle de Warren Buffett dans le Nebraska

En pleine transition après dix ans à carburer aux ventes d'iPhone, Apple a reçu vendredi un soutien en or de Warren Buffett.

En lever de rideau d'un week-end dans le Nebraska - à Omaha, loin des tours de Wall Street - qui a rassemblé plusieurs dizaines de milliers d'actionnaires de sa société de participation, l'investisseur a révélé qu'il avait continué d'accumuler les titres du groupe informatique ces derniers mois.

Et ce pour plus de 10 milliards de dollars, ce qui fait de son conglomérat Berkshire Hathaway le troisième plus important actionnaire du fabricant d'iPhone, avec près de 5% de son capital.

«À côté de la plaque»

L'iPhone? Warren Buffett a laissé entendre qu'il ne pariait déjà plus uniquement sur ces «smartphones» apparus à la fin de 2007 - Nokia dominait encore la téléphonie mobile -, mais sur les services payants proposés aux utilisateurs des quelque 1,3 milliards d'appareils Apple en circulation.

Ceux qui passent leur temps à «essayer de deviner combien



Warren Buffett Financier de 87 ans

d'iPhone X (ndlr: dernier modèle de la gamme) seront vendus dans trois mois sont à côté de la plaque», a ironisé le financier.

Pour le groupe californien, ces propos clôturent une semaine faste ouverte, lundi dernier, par la promesse du rachat de 100 milliards de dollars de ses propres titres ces prochaines années. Résultat, en l'espace de cinq jours, le

titre Apple a vu sa valeur rebondir de 13% pour atteindre un record.

Quid du prochain «coup»?

Samedi, lors d'une grand-messe annuelle virant à la «Warrenmania», le financier de 87 ans et son associé Charles Munger, 94 ans, ont tenté de rassurer sur la pérennité de leur conglomérat après leur départ. «Notre réputation est désormais celle de Berkshire», a-t-il assuré, la réussite de son groupe tenant à ses yeux à sa gestion rigoureuse et à son bilan plus qu'à la célébrité de son fondateur. Au début de l'année, les interrogations sur sa succession avaient été relancées par la nomination de

deux de ses lieutenants de longue date - Ajit Jain et Greg Abel - à des postes clés de vice-présidents.

Pour l'heure, les aficionados de «l'oracle d'Omaha» spéculent surtout sur le prochain «coup». Berkshire Hathaway a en effet en mains plus de 100 milliards de dollars - de quoi ne faire qu'une bouchée d'UBS et Credit Suisse réunis. Warren Buffett «a semblé laisser entendre que Berkshire pourrait regarder à l'international pour des acquisitions», réagissait dimanche l'agence financière Bloomberg, se livrant à l'exégèse des propos tenus tout au long du week-end par le gourou.

Pierre-Alexandre Sallier